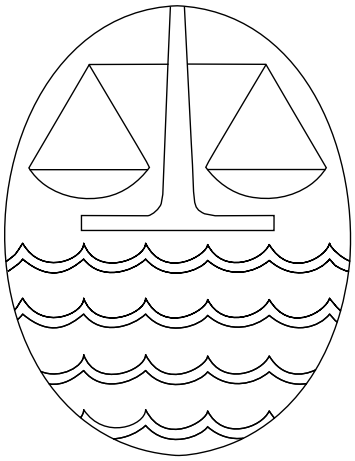
Bulletin 106

Division des affaires maritimes et du droit de la mer

Division des a aires maritimes et du droit de la mer
Bureau des a aires juridiques

Droit *de la* mer



106

Nations Unies
New York, 2022

NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y gurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les textes des traités et les textes législatifs nationaux contenus dans le sont reproduits tels qu'ils ont été transmis au Secrétariat.

En outre, la publication dans le d'informations concernant les suites données, en matière de droit de la mer, à des mesures ou des décisions adoptées par des États ne saurait impliquer reconnaissance, de la part de l'Organisation des Nations Unies, de la validité des mesures et décisions en question.

L'enregistrement en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies d'un instrument, tel qu'un accord de délimitation des frontières maritimes, présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

Publication des Nations Unies
eISBN 978-92-1-005163-7
ISSN 1815-9591
eISSN 2521-778X

Copyright © Nations Unies, 2022
Tous droits réservés
Imprimé aux Nations Unies, New York

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

État, au 31 juillet 2021, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention et de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs

1. Tableau récapitulant l'état de la Convention et des accords connexes 1
2. Listes chronologiques des rati cations, adhésions et déclarations de succession concernant la Convention et les accords connexes
) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer 11
) Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention 13
) Accord aux ns de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs 14
3. Déclarations des États

   Bénin : Déclaration en vertu de l'article 298, 29 juillet 2021 16

II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Traités bilatéraux

1. Accord entre le Gouvernement de la Barbade et le Gouvernement de Sainte-Lucie relatif à la délimitation de la frontière maritime entre la Barbade et Sainte-Lucie, 6 juillet 2017 17
2. Accord entre le Gouvernement de Sainte-Lucie et le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines, 6 juillet 2017 21

III. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. Liste des conciliateurs et des arbitres désignés en application de l'article 2 des annexes V et VII de la Convention, au 31 juillet 2021 25

B. Documents divers de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'ONU 32

C. Rectificatif 33

État, au 31 juillet 2021, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de l'Accord relatif à

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Andorre								
Angola	10/12/82	05/12/ 0			07/0 /10( )			
Antigua-et-Barbuda	07/02/83	02/02/8			03/05/16( )			
Arabie saoudite	07/12/84	24/04/ 6			24/04/ 6( )			
Argentine	05/10/84	01/12/ 5		2 /07/ 4	01/12/ 5	04/12/ 5		
Armenie		0 /12/02( )			0 /12/02( )			
Australie	10/12/82	05/10/ 4		2 /07/ 4	05/10/ 4	04/12/ 5	23/12/	
Autriche	10/12/82	14/07/ 5		2 /07/ 4	14/07/ 5	27/06/ 6	1 /12/03	
Azerbaıdjan	12/10/ 3	16/06/16	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Bahamas	10/12/82	2 /07/83		2 /07/ 4	28/07/ 5( )		16/01/ 7( )	
Bahreın	10/12/82	30/05/85						
Bangladesh	10/12/82	27/07/01			27/07/01( )	04/12/ 5	05/11/12	
Barbade	10/12/82	12/10/ 3		15/11/ 4	28/07/ 5( )		22/0 /00( )	
Belarus	10/12/82	30/08/06			30/08/06	[illegible]	[illegible]	[illegible]

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Burkina Faso	10/12/82	25/01/05		30/11/ 4	25/01/05( )	15/10/ 6		
Burundi	10/12/82							
Cabo Verde	10/12/82	10/08/87		2 /07/ 4	23/04/08			
Cambodge	01/07/83						06/03/20( )	
Cameroun	10/12/82	1 /11/85		24/05/ 5	28/08/02			
Canada	10/12/82	07/11/03		2 /07/ 4	07/11/03	04/12/ 5	03/08/	
Chili	10/12/82	25/08/ 7			25/08/ 7( )		11/02/16( )	
Chine	10/12/82	07/06/ 6		2 /07/ 4	07/06/ 6( )	06/11/ 6		
Chypre	10/12/82	12/12/88		01/11/ 4	27/07/ 5		25/0 /02( )	
Colombie	10/12/82							
Comores	06/12/84	21/06/ 4						
Congo	10/12/82	0 /07/08			0 /07/08( )			
Costa Rica	10/12/82	21/0 / 2			20/0 /01( )		18/06/01( )	
Cote d'Ivoire	10/12/82	26/03/84		25/11/ 4	28/07/ 5( )	24/01/ 6		
Croatie		05/04/ 5( )			05/04/ 5( )		10/0 /13( )	
Cuba	10/12/82	15/08/84			17/10/02( )			
Danemark	10/12/82	16/11/04		2 /07/ 4	16/11/04	27/06/ 6	1 /12/03	
Djibouti	10/12/82	08/10/ 1						
Dominique	28/03/83	24/10/ 1						
Égypte	10/12/82	26/08/83		22/03/ 5		05/12/ 5		
El Salvador	05/12/84							
Émirats arabes unis	10/12/82							
Équateur		24/0 /12( )			24/0 /12( )		07/12/16( )	
Érythree								
Espagne	04/12/84	15/01/ 7		2 /07/ 4	15/01/ 7	03/12/ 6	1 /12/03	

État ou entité

État ou entité

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Macedoine du Nord		1 /08/ 4( )			1 /08/ 4( )			
Madagascar	25/02/83	22/08/01			22/08/01( )			
Malaisie	10/12/82	14/10/ 6		02/08/ 4	14/10/ 6( )			
Malawi	07/12/84	28/0 /10			28/0 /10( )			
Maldives	10/12/82	07/0 /00		10/10/ 4	07/0 /00( )	08/10/ 6	30/12/ 8	
Mali	1 /10/83	16/07/85						
Malte	10/12/82	20/05/ 3		2 /07/ 4	26/06/ 6		11/11/01( )	
Maroc	10/12/82	31/05/07		1 /10/ 4	31/05/07	04/12/ 5	1 /0 /12	
Maurice	10/12/82	04/11/ 4			04/11/ 4( )		25/03/ 7( )	
Mauritanie	10/12/82	17/07/ 6		02/08/ 4	17/07/ 6( )	21/12/ 5		
Mexique	10/12/82	18/03/83			10/04/03( )			
Micronesie (États federes de)		2 /04/ 1( )		10/08/ 4	06/0 / 5	04/12/ 5	23/05/ 7	
Monaco	10/12/82	20/03/ 6		30/11/ 4	20/03/ 6( )		0 /06/ ( )	
Mongolie	10/12/82	13/08/ 6		17/08/ 4	13/08/ 6( )			
Montenegro		23/10/06( )			23/10/06( )			
Mozambique	10/12/82	13/03/ 7			13/03/ 7( )		10/12/08( )	
Myanmar	10/12/82	21/05/ 6			21/05/ 6( )			
Namibie	10/12/82	18/04/83		2 /07/ 4	28/07/ 5( )	1 /04/ 6	08/04/ 8	
Nauru	10/12/82	23/01/ 6			23/01/ 6( )		10/01/ 7( )	
Nepal	10/12/82	02/11/ 8			02/11/ 8( )			
Nicaragua	0 /12/84	03/05/00			03/05/00( )			
Niger	10/12/82	07/08/13			07/08/13( )			
Nigeria	10/12/82	14/08/86		25/10/ 4	28/07/ 5( )		02/11/0 ( )	
Nioué	05/12/84	11/10/06			11/10/06( )	04/12/ 5	11/10/06	
Norvege	10/12/82	24/06/ 6			24/06/ 6( )	04/12/ 5	30/12/ 6	

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Nouvelle-Zelande	10/12/82	1 /07/ 6		2 /07/ 4	1 /07/ 6	04/12/ 5	18/04/01	
Oman	01/07/83	17/08/8			26/02/ 7( )		14/05/08( )	
Ouganda	10/12/82	0 /11/ 0		0 /08/ 4	28/07/ 5( )	10/10/ 6		
Ouzbekistan								
Pakistan	10/12/82	26/02/ 7		10/08/ 4	26/02/ 7( )	15/02/ 6		
Palaos		30/0 / 6( )						

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Republique populaire democratique de Coree	10/12/82							
Republique tcheque	22/02/ 3	21/06/ 6		16/11/ 4	21/06/ 6		1 /03/07( )	
Republique-Unie de Tanzanie	10/12/82	30/0 /85		07/10/ 4	25/06/ 8			
Roumanie	10/12/82	17/12/ 6			17/12/ 6( )		16/07/07( )	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		25/07/ 7( )[2]		2 /07/ 4	25/07/ 7	04/12/ 5	10/12/01 1 /12/03[3]	
Rwanda	10/12/82							
Saint-Kitts-et-Nevis	07/12/84	07/01/ 3					23/02/18( )	
Saint-Marin								
Saint-Siège								
Saint-Vincent-et-les Grenadines	10/12/82	01/10/ 3					2 /10/10( )	
Sainte-Lucie	10/12/82	27/03/85				12/12/ 5	0 /08/ 6	
Samoa	28/0 /84	14/08/ 5		07/07/ 5	14/08/ 5( )	04/12/ 5	25/10/ 6	
Sao Tome-et-Principe	13/07/83	03/11/87						
Senegal	10/12/82	25/10/84		0 /08/ 4	25/07/ 5	04/12/ 5	30/01/ 7	
Serbie	[4]	12/03/01( )		12/05/ 5	28/07/ 5( )[5]			

[2] Voir , , , , , , chapitre XXI, section 6, note de n 25, disponible à l'adresse https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr.

[3] Voir , , , , , , chapitre XXI, section 7, notes de n 6 et 7, disponible à l'adresse https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-7&chapter=21&clang=_fr.

[4] Con rmé lors de la succession. Voir , , , , , , chapitre XXI, section 6, note de n 4, disponible à l'adresse https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=_fr.

[5] Voir , , , , , , chapitre XXI, section 6.a, note de n 13, disponible à l'adresse https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6-a&chapter=21&clang=_fr.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer *(en vigueur depuis le 16/11/1994)*			Accord relatif à l'application de la partie XI *(en vigueur depuis le 28/07/1996)*		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons *(en vigueur depuis le 11/12/2001)*		
	Signature jour/mois/année	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Signature jour/mois/année*	*Ratification/ adhésion jour/mois/année*	*Déclaration*
Seychelles	10/12/82	16/0 / 1		2 /07/ 4	15/12/ 4	04/12/ 6	20/03/ 8	
Sierra Leone	10/12/82	12/12/ 4			12/12/ 4( )			
Singapour	10/12/82	17/11/ 4			17/11/ 4( )			
Slovaquie	28/05/ 3	08/05/ 6		14/11/ 4	08/05/ 6		06/11/08( )	
Slovenie		16/06/ 5( )		1 /01/ 5	16/06/ 5		15/06/06( )	
Somalie	10/12/82	24/07/8						
Soudan	10/12/82	23/01/85		2 /07/ 4				
Soudan du Sud								
Sri Lanka	10/12/82	1 /07/ 4		2 /07/ 4	28/07/ 5( )	0 /10/ 6	24/10/ 6	
Suede	10/12/82	25/06/ 6		2 /07/ 4	25/06/ 6	27/06/ 6	1 /12/03	
Suisse	17/10/84	01/05/0		26/10/ 4	01/05/0			

19/01/95

2. [illegible]

a) [illegible]

1. Fidji (10 décembre 1982)
2. Zambie (7 mars 1983)
3. Mexique (18 mars 1983)
4. Jamaïque (21 mars 1983)
5. Namibie (18 avril 1983)
6. Ghana (7 juin 1983)
7. Bahamas (29 juillet 1983)
8. Belize (13 août 1983)
9. Égypte (26 août 1983)
10. Côte d'Ivoire (26 mars 1984)
11. Philippines (8 mai 1984)
12. Gambie (22 mai 1984)
13. Cuba (15 août 1984)
14. Sénégal (25 octobre 1984)
15. Soudan (23 janvier 1985)
16. Sainte-Lucie (27 mars 1985)
17. Togo (16 avril 1985)
18. Tunisie (24 avril 1985)
19. Bahreïn (30 mai 1985)
20. Islande (21 juin 1985)
21. Mali (16 juillet 1985)
22. Iraq (30 juillet 1985)
23. Guinée (6 septembre 1985)
24. République-Unie de Tanzanie (30 septembre 1985)
25. Cameroun (19 novembre 1985)
26. Indonésie (3 février 1986)
27. Trinité-et-Tobago (25 avril 1986)
28. Koweït (2 mai 1986)
29. Nigéria (14 août 1986)
30. Guinée-Bissau (25 août 1986)
31. Paraguay (26 septembre 1986)
32. Yémen (21 juillet 1987)
33. Cabo Verde (10 août 1987)
34. Sao Tomé-et-Principe (3 novembre 1987)
35. Chypre (12 décembre 1988)
36. Brésil (22 décembre 1988)
37. Antigua-et-Barbuda (2 février 1989)
38. République démocratique du Congo (17 février 1989)
39. Kenya (2 mars 1989)
40. Somalie (24 juillet 1989)
41. Oman (17 août 1989)
42. Botswana (2 mai 1990)
43. Ouganda (9 novembre 1990)
44. Angola (5 décembre 1990)
45. Grenade (25 avril 1991)
46. Micronésie (États fédérés de) [29 avril 1991]
47. Îles Marshall (9 août 1991)
48. Seychelles (16 septembre 1991)
49. Djibouti (8 octobre 1991)
50. Dominique (24 octobre 1991)
51. Costa Rica (21 septembre 1992)
52. Uruguay (10 décembre 1992)
53. Saint-Kitts-et-Nevis (7 janvier 1993)
54. Zimbabwe (24 février 1993)
55. Malte (20 mai 1993)
56. Saint-Vincent-et-les Grenadines (1er octobre 1993)
57. Honduras (5 octobre 1993)
58. Barbade (12 octobre 1993)
59. Guyana (16 novembre 1993)
60. Bosnie-Herzégovine (12 janvier 1994)
61. Comores (21 juin 1994)
62. Sri Lanka (19 juillet 1994)
63. Viet Nam (25 juillet 1994)
64. Macédoine du Nord (19 août 1994)
65. Australie (5 octobre 1994)
66. Allemagne (14 octobre 1994)
67. Maurice (4 novembre 1994)
68. Singapour (17 novembre 1994)
69. Sierra Leone (12 décembre 1994)
70. Liban (5 janvier 1995)
71. Italie (13 janvier 1995)
72. Îles Cook (15 février 1995)
73. Croatie (5 avril 1995)
74. Bolivie (État plurinational de) [28 avril 1995]
75. Slovénie (16 juin 1995)
76. Inde (29 juin 1995)
77. Autriche (14 juillet 1995)
78. Grèce (21 juillet 1995)
79. Tonga (2 août 1995)
80. Samoa (14 août 1995)
81. Jordanie (27 novembre 1995)
82. Argentine (1er décembre 1995)
83. Nauru (23 janvier 1996)
84. République de Corée (29 janvier 1996)

85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)
88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. Finlande (21 juin 1996)
96. Irlande (21 juin 1996)
97. République tchèque (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (28 juin 1996)
101. Panama (1er juillet 1996)
102. Mauritanie (17 juillet 1996)
103. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
104. Haïti (31 juillet 1996)
105. Mongolie (13 août 1996)
106. Palaos (30 septembre 1996)
107. Malaisie (14 octobre 1996)
108. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
109. Roumanie (17 décembre 1996)
110. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
111. Espagne (15 janvier 1997)
112. Guatemala (11 février 1997)
113. Pakistan (26 février 1997)
114. Fédération de Russie (12 mars 1997)
115. Mozambique (13 mars 1997)
116. Îles Salomon (23 juin 1997)
117. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
118. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
119. Chili (25 août 1997)
120. Bénin (16 octobre 1997)
121. Portugal (3 novembre 1997)
122. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
123. Gabon (11 mars 1998)
124. Union européenne (1er avril 1998)
125. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
126. Suriname (9 juillet 1998)
127. Népal (2 novembre 1998)
128. Belgique (13 novembre 1998)
129. Pologne (13 novembre 1998)
130. Ukraine (26 juillet 1999)
131. Vanuatu (10 août 1999)
132. Nicaragua (3 mai 2000)
133. Maldives (7 septembre 2000)
134. Luxembourg (5 octobre 2000)
135. Serbie (12 mars 2001)
136. Bangladesh (27 juillet 2001)
137. Madagascar (22 août 2001)
138. Hongrie (5 février 2002)
139. Arménie (9 décembre 2002)
140. Qatar (9 décembre 2002)
141. Tuvalu (9 décembre 2002)
142. Kiribati (24 février 2003)
143. Albanie (23 juin 2003)
144. Canada (7 novembre 2003)
145. Lituanie (12 novembre 2003)
146. Danemark (16 novembre 2004)
147. Lettonie (23 décembre 2004)
148. Burkina Faso (25 janvier 2005)
149. Estonie (26 août 2005)
150. Bélarus (30 août 2006)
151. Nioué (11 octobre 2006)
152. Monténégro (23 octobre 2006)
153. République de Moldova (6 février 2007)
154. Lesotho (31 mai 2007)
155. Maroc (31 mai 2007)
156. Congo (9 juillet 2008)
157. Libéria (25 septembre 2008)
158. Suisse (1er mai 2009)
159. République dominicaine (10 juillet 2009)
160. Tchad (14 août 2009)
161. Malawi (28 septembre 2010)
162. aïlande (15 mai 2011)
163. Équateur (24 septembre 2012)
164. Eswatini (24 septembre 2012)
165. Timor-Leste (8 janvier 2013)
166. Niger (7 août 2013)
167. État de Palestine (2 janvier 2015)
168. Azerbaïdjan (16 juin 2016)

b)

1. Kenya (29 juillet 1994)
2. Macédoine du Nord (19 août 1994)
3. Australie (5 octobre 1994)
4. Allemagne (14 octobre 1994)
5. Belize (21 octobre 1994)
6. Maurice (4 novembre 1994)
7. Singapour (17 novembre 1994)
8. Sierra Leone (12 décembre 1994)
9. Seychelles (15 décembre 1994)
10. Liban (5 janvier 1995)
11. Italie (13 janvier 1995)
12. Îles Cook (15 février 1995)
13. Croatie (5 avril 1995)
14. Bolivie (État plurinational de) [28 avril 1995]
15. Slovénie (16 juin 1995)
16. Inde (29 juin 1995)
17. Paraguay (10 juillet 1995)
18. Autriche (14 juillet 1995)
19. Grèce (21 juillet 1995)
20. Sénégal (25 juillet 1995)
21. Chypre (27 juillet 1995)
22. Bahamas (28 juillet 1995)
23. Barbade (28 juillet 1995)
24. Côte d'Ivoire (28 juillet 1995)
25. Fidji (28 juillet 1995)
26. Grenade (28 juillet 1995)
27. Guinée (28 juillet 1995)
28. Islande (28 juillet 1995)
29. Jamaïque (28 juillet 1995)
30. Namibie (28 juillet 1995)
31. Nigéria (28 juillet 1995)
32. Ouganda (28 juillet 1995)
33. Serbie (28 juillet 1995)
34. Sri Lanka (28 juillet 1995)
35. Togo (28 juillet 1995)
36. Trinité-et-Tobago (28 juillet 1995)
37. Zambie (28 juillet 1995)
38. Zimbabwe (28 juillet 1995)
39. Tonga (2 août 1995)
40. Samoa (14 août 1995)
41. Micronésie (États fédérés de) [6 septembre 1995]
42. Jordanie (27 novembre 1995)
43. Argentine (1er décembre 1995)
44. Nauru (23 janvier 1996)
45. République de Corée (29 janvier 1996)
46. Monaco (20 mars 1996)
47. Géorgie (21 mars 1996)
48. France (11 avril 1996)
49. Arabie saoudite (24 avril 1996)
50. Slovaquie (8 mai 1996)
51. Bulgarie (15 mai 1996)
52. Myanmar (21 mai 1996)
53. Chine (7 juin 1996)
54. Algérie (11 juin 1996)
55. Japon (20 juin 1996)
56. Finlande (21 juin 1996)
57. Irlande (21 juin 1996)
58. République tchèque (21 juin 1996)
59. Norvège (24 juin 1996)
60. Suède (25 juin 1996)
61. Malte (26 juin 1996)
62. Pays-Bas (28 juin 1996)
63. Panama (1er juillet 1996)
64. Mauritanie (17 juillet 1996)
65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
66. Haïti (31 juillet 1996)
67. Mongolie (13 août 1996)
68. Palaos (30 septembre 1996)
69. Malaisie (14 octobre 1996)
70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
71. Roumanie (17 décembre 1996)
72. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
73. Espagne (15 janvier 1997)
74. Guatemala (11 février 1997)
75. Oman (26 février 1997)
76. Pakistan (26 février 1997)
77. Fédération de Russie (12 mars 1997)
78. Mozambique (13 mars 1997)
79. Îles Salomon (23 juin 1997)
80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
81. Philippines (23 juillet 1997)
82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
83. Chili (25 août 1997)
84. Bénin (16 octobre 1997)
85. Portugal (3 novembre 1997)
86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
87. Gabon (11 mars 1998)
88. Union européenne (1er avril 1998)
89. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)

91. Suriname (9 juillet 1998)
92. Népal (2 novembre 1998)
93. Belgique (13 novembre 1998)
94. Pologne (13 novembre 1998)
95. Ukraine (26 juillet 1999)
96. Vanuatu (10 août 1999)
97. Nicaragua (3 mai 2000)
98. Indonésie (2 juin 2000)
99. Maldives (7 septembre 2000)
100. Luxembourg (5 octobre 2000)
101. Bangladesh (27 juillet 2001)
102. Madagascar (22 août 2001)
103. Costa Rica (20 septembre 2001)
104. Hongrie (5 février 2002)
105. Tunisie (24 mai 2002)
106. Cameroun (28 août 2002)
107. Koweït (2 août 2002)
108. Cuba (17 octobre 2002)
109. Arménie (9 décembre 2002)
110. Qatar (9 décembre 2002)
111. Tuvalu (9 décembre 2002)
112. Kiribati (24 février 2003)
113. Mexique (10 avril 2003)
114. Albanie (23 juin 2003)
115. Honduras (28 juillet 2003)
116. Canada (7 novembre 2003)
117. Lituanie (12 novembre 2003)
118. Danemark (16 novembre 2004)
119. Lettonie (23 décembre 2004)
120. Burkina Faso (25 janvier 2005)
121. Botswana (31 janvier 2005)
122. Estonie (26 août 2005)
123. Viet Nam (27 avril 2006)
124. Bélarus (30 août 2006)
125. Nioué (11 octobre 2006)
126. Monténégro (23 octobre 2006)
127. République de Moldova (6 février 2007)
128. Lesotho (31 mai 2007)
129. Maroc (31 mai 2007)
130. Uruguay (7 août 2007)
131. Brésil (25 octobre 2007)
132. Cabo Verde (23 avril 2008)
133. Congo (9 juillet 2008)
134. Guyana (25 septembre 2008)
135. Libéria (25 septembre 2008)
136. Suisse (1er mai 2009)
137. République dominicaine (10 juillet 2009)
138. Tchad (14 août 2009)
139. Angola (7 septembre 2010)
140. Malawi (28 septembre 2010)
141. aïlande (15 mai 2011)
142. Équateur (24 septembre 2012)
143. Eswatini (24 septembre 2012)
144. Timor-Leste (8 janvier 2013)
145. Niger (7 août 2013)
146. Yémen (13 octobre 2014)
147. État de Palestine (2 janvier 2015)
148. Antigua-et-Barbuda (3 mai 2016)
149. Azerbaïdjan (16 juin 2016)
150. Ghana (23 septembre 2016)
151. Bosnie-Herzégovine (26 mai 2021)

c) [illegible]

1. Tonga (31 juillet 1996)
2. Sainte-Lucie (9 août 1996)
3. États-Unis d'Amérique (21 août 1996)
4. Sri Lanka (24 octobre 1996)
5. Samoa (25 octobre 1996)
6. Fidji (12 décembre 1996)
7. Norvège (30 décembre 1996)
8. Nauru (10 janvier 1997)
9. Bahamas (16 janvier 1997)
10. Sénégal (30 janvier 1997)
11.

31. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (10 décembre 2001) [19 décembre 2003]
32. Chypre (25 septembre 2002)
33. Ukraine (27 février 2003)
34. Îles Marshall (19 mars 2003)
35. Afrique du Sud (14 août 2003)
36. Inde (19 août 2003)
37. Union européenne (19 décembre 2003)
38. Allemagne (19 décembre 2003)
39. Autriche (19 décembre 2003)
40. Belgique (19 décembre 2003)
41. Danemark (19 décembre 2003)
42. Espagne (19 décembre 2003)
43. Finlande (19 décembre 2003)
44. France (19 décembre 2003)
45. Grèce (19 décembre 2003)
46. Irlande (19 décembre 2003)
47. Italie (19 décembre 2003)
48. Luxembourg (19 décembre 2003)
49. Pays-Bas (19 décembre 2003)
50. Portugal (19 décembre 2003)
51. Suède (19 décembre 2003)
52. Kenya (13 juillet 2004)
53. Belize (14 juillet 2005)
54. Kiribati (15 septembre 2005)
55. Guinée (16 septembre 2005)
56. Libéria (16 septembre 2005)
57. Pologne (14 mars 2006)
58. Slovénie (15 juin 2006)
59. Estonie (7 août 2006)
60. Japon (7 août 2006)
61. Trinité-et-Tobago (13 septembre 2006)
62. Nioué (11 octobre 2006)
63. Bulgarie (13 décembre 2006)
64. Lettonie (5 février 2007)
65. Lituanie (1er mars 2007)
66. République tchèque (19 mars 2007)
67. Roumanie (16 juillet 2007)
68. République de Corée (1er février 2008)
69. Palaos (26 mars 2008)
70. Oman (14 mai 2008)
71. Hongrie (16 mai 2008)
72. Slovaquie (6 novembre 2008)
73. Mozambique (10 décembre 2008)
74. Panama (16 décembre 2008)
75. Tuvalu (2 février 2009)
76. Indonésie (28 septembre 2009)
77. Nigéria (2 novembre 2009)
78. Saint-Vincent-et-les Grenadines (29 octobre 2010)
79. Maroc (19 septembre 2012)
80. Bangladesh (5 novembre 2012)
81. Croatie (10 septembre 2013)
82. Philippines (24 septembre 2014)
83. Chili (11 février 2016)
84. Équateur (7 décembre 2016)
85. Ghana (27 janvier 2017)
86. aïlande (28 avril 2017)
87. Bénin (2 novembre 2017)
88. Saint-Kitts-et-Nevis (23 février 2018)
89. Vanuatu (15 mars 2018)
90. Viet Nam (18 décembre 2018)
91. Cambodge (6 mars 2020)

☒

1[illegible]

Le Gouvernement de la Barbade et le Gouvernement de Sainte-Lucie, ci-après dénommés « les Parties »,

Désireux d'approfondir leur relation par une coopération mutuelle,

Conscients de l'importance du développement durable de leurs ressources marines,

Sachant que la collaboration peut favoriser le développement durable des ressources marines contiguës,

Conscients de l'importance du milieu marin pour leurs peuples, aujourd'hui comme par le passé,

Également attachés à l'intégration régionale consacrée dans le Traité révisé de Chaguaramas portant création de la Communauté des Caraïbes, y compris le marché et l'économie uniques,

Considérant l'esprit et les principes du Traité révisé de Basseterre portant création de l'Union économique de l'Organisation des États des Caraïbes orientales,

Considérant également la politique commune de la pêche de la Communauté des Caraïbes,

Prenant acte de la stratégie de gestion et de développement des pêches de l'Organisation des États des Caraïbes orientales,

Prenant acte également de la politique régionale des océans de la Caraïbe orientale de l'Organisation des États des Caraïbes orientales,

Prenant acte en outre de la politique de gestion et de développement du secteur des pêches barbadien,

Constatant que la délimitation des frontières maritimes par consentement mutuel conformément au droit international contribue grandement à assurer la clarté et la sécurité nécessaires à l'exercice de la juridiction sur leurs zones maritimes respectives,

Soulignant l'importance de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à laquelle les deux États sont parties,

Les Parties sont convenues de ce qui suit :

1. Le présent Accord établit une frontière maritime unique pour la délimitation de l'espace maritime entre la Barbade et Sainte-Lucie.

2. La ligne de délimitation est tracée conformément au principe de l'équidistance, ce qui est considéré comme une solution équitable en l'espèce. Elle est calculée à partir des lignes de base, telles que dé nies dans le droit barbadien et le droit saint-lucien, à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de la Barbade et celle de Sainte-Lucie.

[7] Enregistré auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par Sainte-Lucie le 11 décembre 2020 (numéro d'enregistrement I-56440) conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Entré en vigueur le 1er septembre 2019, conformément au paragraphe 2 de l'article 6. Voir https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=08000002805a07b3&clang=_fr.

1. La ligne de délimitation de l'espace maritime entre la Barbade et Sainte-Lucie est une ligne géodésique dé nie par les coordonnées ci-dessous, exprimées selon le système géodésique mondial de 1984 (WGS 84) :

Liste des coordonnées

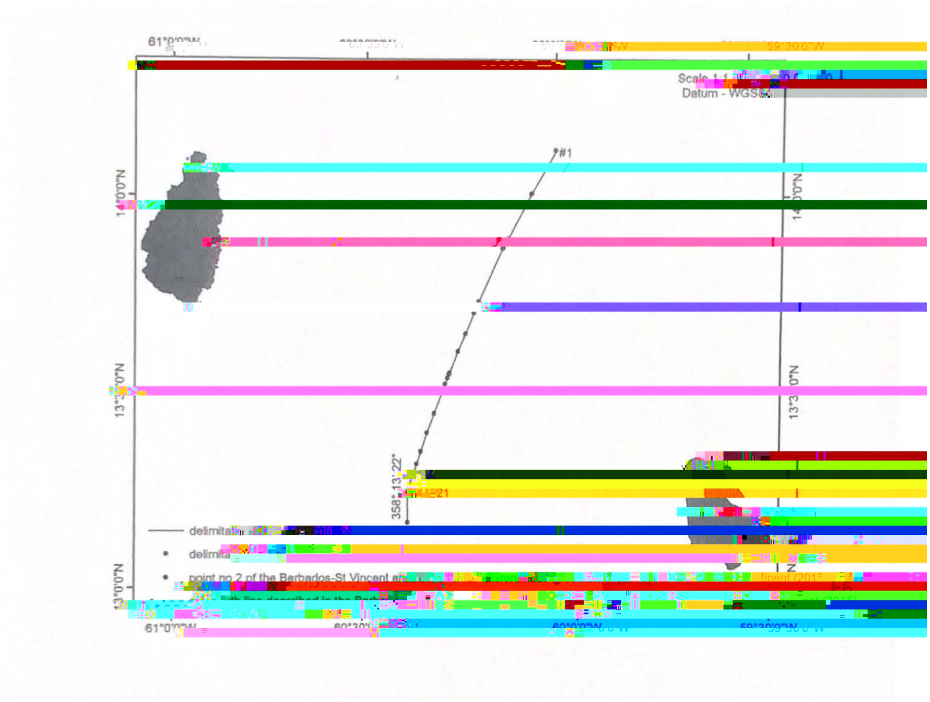
Numéro de point	Latitude	Longitude
1	14-06-56,80	5 -5 -45,60
2	14-00-23,78	60-03-32,84
3	14-00-18,5	60-03-35,75
4	13-53-27,50	60-07-14,01
5	13-52-02,01	60-07-5 ,65
6	13-43-44,80	60-11-45,57
7	13-42-01,58	60-12-28,08
8	13-38-53,05	60-13-4 ,32
	13-36-11,46	60-14-58,83
10	13-32-52,71	60-16-18,44
11	13-32-43,45	60-16-22,14
12	13-32-38,35	60-16-24,1
13	13-32-06,15	60-16-37,15
14	13-31-10,25	60-16-5 ,40
15	13-30-21,56	60-17-18,81
16	13-26-42,21	60-18-43,13
17	13-23-43,58	60-1 -51,80
18	13-20-54,56	60-20-4 ,42
1	13-20-51,52	60-20-50,51
20	13-18-5 ,47	60-21-2 ,15
21	13-14-37,	60-22-5 ,31

2. Les coordonnées du point numéro 1 coïncident avec le point numéro L18 dé ni dans la Convention de délimitation entre le Gouvernement de Sainte-Lucie et le Gouvernement de la République française du

4

Si une poche ou un champ de pétrole ou de gaz ou tout autre gisement minéral s'étend de part et d'autre de la ligne de délimitation établie à l'article 2 et si une partie de cette poche, de ce champ ou de ce gisement

ANNEXE 1



Copie comparée avec l'original
et certi ée conforme

[illegible]

Le Gouvernement de Sainte-Lucie et le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines (ci-après dénommés les « Parties »),

Motivés par le désir d'approfondir leurs relations par une coopération mutuelle,

Conscients de la valeur historique et contemporaine du milieu marin pour leurs peuples, et de l'importance des ressources marines pour le développement durable,

Reconnaissant que le développement durable des ressources marines adjacentes peut être encouragé par la collaboration,

Tenant compte du programme de développement international, y compris les Orientations de Samoa et les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 14,

Conscients de l'engagement en faveur de l'intégration régionale inscrit dans le Traité révisé de Basseterre portant création de l'Union économique de l'Organisation des États des Caraïbes orientales,

Partageant l'esprit et les principes inscrits dans le Traité révisé de Chaguaramas portant création de la Communauté des Caraïbes, y compris le marché et l'économie uniques,

Reconnaissant la politique régionale des océans de la Caraïbe orientale de l'Organisation des États des Caraïbes orientales,

Reconnaissant également la politique commune de la pêche de la Communauté des Caraïbes,

Notant l'importance de la délimitation des frontières maritimes conformément au droit international, censée assurer la sécurité de l'exercice de la juridiction sur leurs zones maritimes respectives,

Soulignant l'importance de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à laquelle les deux États Membres ont adhéré,

Conviennent de ce qui suit :

1. Le présent Accord établit une frontière maritime unique pour la délimitation de l'espace maritime entre Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

2. La ligne de délimitation repose sur l'équidistance, qui est considérée comme une solution équitable

Liste des coordonnées

Point nº	**Latitude**	**Longitude**
1	13-14-37,	60-22-5 ,31
2	13-15-17, 2	60-24-50,04
3	13-16-2 ,33	60-27-58, 3
4	13-16-57, 5	60-2 -14,75
5	13-18-3 ,73	60-33-24,6
6	13-21-32,	60-40-25,02
7	13-24-28,5	60-46-54,32
8	13-26-02,13	60-50-20,21
	13-26-17,06	60-50-53,14
10	13-27-18,45	60-52-50,41
11	13-30-03,53	60-58-05,1
12	13-30-3 ,12	60-5 -12,62
13	13-31-04,83	61-00-03,83
14	13-32-04,47	61-01-56,16
15	13-32-58,63	61-03-36,34
16	13-34-00,	61-05-33,81
17	13-34-22,33	61-06-48,75
18	13-35-48,83	61-10-57,47
1	13-36-0 ,88	61-11-55,57
20	13-36-35,32	61-13-14,55
21	13-36-57, 8	61-1[illegible]85

4

Si une seule structure ou un seul champ de pétrole ou de gaz ou tout autre gisement de minéraux s'étend par-delà la ligne de délimitation établie à l'article 2 et toute partie de cette structure, de ce champ ou de ce gisement qui est situé d'un côté de la ligne est exploitable, en tout ou en partie, de l'autre côté de la ligne, les

ANNEXE I

Copie comparée avec l'original
et certi ée conforme

Afrique du Sud

		D
Autriche	M. Gerhard Hafner, professeur au departement du droit international et des relations internationales de l'Universite de Vienne, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), conciliateur la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la securite et la cooperation en Europe, ancien membre de la Commission du droit international, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Gerhard Loibl, professeur l'Academie diplomatique de Vienne, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Helmut Tichy, ambassadeur, directeur adjoint du Bureau du conseiller juridique du Ministere federal autrichien des a aires europeennes et internationales, conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
	M. Helmut T rk, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye), conciliateur et arbitre	9 janvier 2008
Belgique	M. Erik Franckx, professeur, president du departement de droit international et europeen de la Vrije Universiteit Brussel, arbitre	1er mai 2014
	M. Philippe Gautier, gre er du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	1er mai 2014
Bresil	M. Walter de Sá Leit o, conciliateur et arbitre	10 septembre 2001
	M. Rodrigo Fernandes More, conciliateur et arbitre	9 fevrier 2018
Chili	M. Helmut Brunner N o er, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Rodrigo D az Albonico, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Carlos Mart nez Sotomayor, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Eduardo V o Grossi, conciliateur	18 novembre 1998
	M. Jose Miguel Barros Franco, arbitre	18 novembre 1998
	Mme Mar a Teresa Infante Ca , arbitre	18 novembre 1998
	M. Edmundo Vargas Carre o, arbitre	18 novembre 1998
	M. Fernando Zegers Santa Cruz, arbitre	18 novembre 1998
Chypre	M. Andrew Jacovides, ambassadeur, conciliateur et arbitre	23 fevrier 2007
	Mme Christine G. Hioureas, conciliatrice et arbitre	15 janvier 2016
Costa Rica	M. Carlos Fernando Alvarado Valverde, conciliateur et arbitre	15 mars 2000
Danemark	M. Ole Spiermann, avocat, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Bjorn Kunoy, professeur associe, Conseiller juridique, Ministere des a aires etrangeres des Îles Feroe, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Peter Taksoe-Jensen, ambassadeur, Ministere danois des a aires etrangeres, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020
	M. Henning Dobson Fugleberg Knudsen, Conseiller en chef, Ministere danois des a aires etrangeres, conciliateur et arbitre	10 novembre 2020

		D
Espagne	M. Jose Antonio de Yturriaga Barberán, ambassadeur itinerant, conciliateur et arbitre	23 juin 1999
	M. Juan Antonio Yá ez-Barnuevo Garc a, ambassadeur itinerant, conciliateur	23 juin 1999
	M. Aurelio Perez Giralda, Chef du Service international d'assistance juridique consultative du Ministere des a aires etrangeres, conciliateur	23 juin 1999
	M. Jose Antonio Pastor Ridruejo, juge de la Cour europeenne des droits de l'homme, arbitre	23 juin 1999
	M. Juan Antonio Yá ez-Barnuevo Garc a, arbitre	26 mars 2012
	Mme Concepcion Escobar Hernández, conciliatrice et arbitre	26 mars 2012
Estonie	Mme Ene Lillipuu, chef du service juridique de l'Administration maritime estonienne, conciliatrice et arbitre	18 decembre 2006
	M. Heiki Lindpere, directeur de l'Institut de droit de l'Universite de Tartuant, conciliateur	23 juin 1999

		D
Mexique	M. Alberto Szekely Sánchez, ambassadeur, conseiller special du Secretaire aux a aires relatives aux eaux internationales, arbitre	9 decembre 2002
	M. Alonso Gomez Robledo Verduzco, chercheur l'Institut de recherche juridique de l'Universite autonome nationale de Mexico, membre du Comite juridique interamericain de l'Organisation des États americains, arbitre	9 decembre 2002
	M. Agust n Rodr guez Malpica Esquivel, capitaine de fregate, JN LD DEM, chef du groupe juridique du secretariat de la Marine, arbitre	9 decembre 2002
	M. Juan Jorge Quiroz Richards, lieutenant de fregate, SJN LD, secretariat de la Marine, arbitre	9 decembre 2002
	M. Jose Luis Vallarta Marron, ambassadeur, ancien Representant permanent du Mexique aupres de l'Autorite internationale des fonds marins, conciliateur	9 decembre 2002
	M. Alejandro Sobarzo, membre de la delegation nationale aupres de la Cour permanente d'arbitrage, conciliateur	9 decembre 2002
	M. Joel Hernández Garc a, conseiller juridique adjoint du Ministere des a aires etrangeres, conciliateur	9 decembre 2002
	M. Erasmo Lara Cabrera, directeur de droit international III, conseiller juridique du Ministere des a aires etrangeres, conciliateur	9 decembre 2002
Mongolie	M. B diger Wolfrum, professeur, arbitre	22 fevrier 2005
	M. Jean-Pierre Cot, professeur, arbitre	22 fevrier 2005
Norvege	Mme Hilde Indreberg, juge de la Cour supreme, conciliatrice et arbitre	10 ao t 2017
	M. Henrik Bull, juge de la Cour supreme, conciliateur et arbitre	10 ao t 2017
	M. Rolf Einar Fife, ambassadeur de Norvege en France, conciliateur et arbitre	10 ao t 2017
	Mme Margit Tveiten, directrice generale, Ministere norvegien des a aires etrangeres, conciliatrice et arbitre	10 ao t 2017
Nouvelle-Zelande	Mme Elana Geddis, avocate plaidante, ancienne conseillere juridique au Ministere des a aires etrangeres et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M. Donald McKay, consultant independant et professeur au Centre national australien pour les ressources oceaniques et la securite de l'Universite de Wollongong, ancien chef de la division juridique du Ministere des a aires etrangeres et du commerce et ancien ambassadeur aupres de l'Orgiquar.6 (e des a airN4ls4e des a airN4ls 51 r)11 4.1Newi 20Or.6 (e1iY)7TJ067 1.1kcien (ese iqu)-4 ein	

		D
Sri Lanka	M. M. S. Aziz, PC, conciliateur et arbitre	17 janvier 1996
	M. C. W. Pinto, secretaire general du Tribunal des di erends irano-americains de La Haye, conciliateur et arbitre	17 septembre 2002
Suede	Mme Marie Jacobsson, conseillere juridique principale en droit international du Ministere des a aires etrangeres, arbitre	2 juin 2006
	M. Said Mahmoudi, professeur de droit international l'Universite de Stockholm, arbitre	2 juin 2006
Suisse	Mme Laurence Boisson de Chazournes, professeure, arbitre	14 octobre 2014
	M. Andrew Clapham, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Lucius Ca ſlsch, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Robert Kolb, professeur, arbitre	14 octobre 2014
Thaılande	M. Kriangsak Kittichaisaree, ambassadeur du Royaume de Thaılande en Federation de Russie, conciliateur et arbitre	24 juillet 2017
Trinite-et-Tobago	M. Cecil Bernard, juge de la Cour industrielle de la Republique de Trinite-et-Tobago, arbitre	17 novembre 2004
Viet Nam	M. Pham Quang Hieu, Ministre adjoint des a aires etrangeres du Viet Nam, conciliateur	15 mai 2020
	M. Huynh Minh Chinh, ambassadeur, ancien vice-president de la Commission nationale des frontieres, Ministere vietnamien des a aires etrangeres, conciliateur	15 mai 2020
	Mme Nguyen Thi Thanh Ha, ambassadrice, ancienne Directrice generale du Departement du droit international et des traites, Ministere vietnamien des a aires etrangeres, ancienne membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliatrice	15 mai 2020
	M. Nguyen Quy Binh, ancien vice-president de la Commission nationale des frontieres, ancien Directeur general du Departement du droit international et des traites, Ministere vietnamien des a aires etrangeres, ancien membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliateur	15 mai 2020
	M. Robert Beckman, professeur associe, Chef du Programme relatif au droit et aux politiques maritimes du Centre de droit international de l'Universite nationale de Singapour, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Hong Thao, professeur associe l'Academie diplomatique du Viet Nam, membre de la Commission du droit international (2017–2021), arbitre	15 mai 2020
	Mme Nguyen Thi Lan Anh, professeure associee l'Academie diplomatique du Viet Nam, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Dang Thang, Directeur general de la Commission nationale des frontieres, Ministere des a aires etrangeres, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	15 mai 2020

. O ’ O

O ’ [10]

) A/75/961–S/2021/651 : Lettre datée du 13 juillet 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l’Organisation des Nations Unies.

b) A/75/976–S/2021/684 : Lettre datée du 27 juillet 2021, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Grèce auprès de l’Organisation des Nations Unies.

[10] Les documents de l’Organisation des Nations Unies sont disponibles à l’adresse suivante : www.undocs.org/[cote du document] (www.undocs.org/A/75/961, par exemple).

. Rectificatif

1. Dans le [illegible] nº 39 à la page 30, dans l' [illegible] *30* [illegible] *1997* [illegible] -

22-02801